

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 21/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV VAL'ESTUAIRE

1284 route des Gabions
76700 Rogerville

Références : 20241125_Suivi PAC
Code AIOT : 0005805580

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2024 dans l'établissement SUEZ RV VAL'ESTUAIRE implanté RTE DES GABIONS PORT SUD DU HAVRE 76700 Rogerville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection menée sur le site SUEZ RV VAL'ESTUAIRE le 25 novembre 2024 avait pour but de garantir le suivi des demandes d'actions correctives et de justificatifs formulées dans les précédents rapports d'inspection. Ces sujets concernaient l'entreposage des mâchefers, le suivi des émissions atmosphériques et les effluents aqueux. L'inspection a également contrôlé certains moyens incendie.

Ces vérifications sur des sujets multiples avaient également pour objectif de constater l'état du site actuel, afin de proposer un arrêté préfectoral du site adapté, en y incluant les prescriptions relatives aux modifications qui ont eu lieu sur l'installation, et celles relatives au dossier de réexamen IED.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV VAL'ESTUAIRE
- RTE DES GABIONS PORT SUD DU HAVRE 76700 Rogerville
- Code AIOT : 0005805580
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SUEZ RV VALESTUAIRE (ex. MAPROSOL) est autorisé par arrêté préfectoral du 23 septembre 2013 à exploiter une installation de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux sur la commune de Rogerville. Les activités de traitement des terres polluées et des mâchefers, issus d'installation de traitement thermique de déchets non dangereux, qui y sont pratiquées sont des activités classées au titre des textes découlant de la directive IED (Directive européenne relative aux Emissions Industrielles).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 8.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 4.3.12	Demande d'action corrective	1 mois
5	AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 8.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
7	PLAN DES RÉSEAUX	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 4.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
8	GARDIENNA GE ET CONTROLE DES ACCES	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 7.2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 7.2.3	Demande d'action corrective	12 mois
10	RESSOURCES	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	EN EAU	23/09/2013, article 7.6.3	l'exploitant, Demande d'action corrective	
11	BASSIN DE CONFINEMENT ET BASSIN D'ORAGE	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 7.6.6.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	STOCKAGE : PHASE DE MATURATION DES MÂCHEFERS ET MATÉRIAUX ELABORES	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.7.3	Sans objet
3	GESTION DES EAUX DOMESTIQUES	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 4.3.10	Sans objet
6	RESEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 4.1.2.1	Sans objet
12	AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE (Articles R181-1 à D181-57)	Code de l'environnement du 01/01/2024, article Article R. 181-46-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande à l'exploitant de faire un retour sur le projet d'arrêté préfectoral annexé au rapport, dans la période du contradictoire de 15 Jours, à réception du rapport.

L'inspection demande, en outre, à l'exploitant de curer son bassin incendie, et de formaliser les résultats de ce curage ; de vérifier l'étanchéité de la vanne de confinement ; d'étudier la possibilité de mettre en place un dispositif d'obturation du trop-plein entre le bassin B' et le bassin de confinement.

L'ensemble des demandes de justificatifs et d'actions correctives est listé dans les fiches de

constat.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : STOCKAGE : PHASE DE MATURATION DES MÂCHEFERS ET MATÉRIAUX ELABORES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, STOCKAGE : PHASE DE MATURATION DES MÂCHEFERS ET MATÉRIAUX ELABORES
Prescription contrôlée : <p>Les mâchefers traités sont stockés pour maturation dans une alvéole dédiée et étanche dans le bâtiment « AB » pour une période maximale de 12 mois.</p> <p>La surface de stockage dédié au stockage des mâchefers en cours de maturation est au minimum de 3700 m² pour une hauteur maximale de 5 m (pour une phase de maturation durant en moyenne 4 mois).</p> <p>La surface maximale de stockage des mâchefer en cours de maturation et des matériaux élaborés à partir de mâchefer est de 11.025 m² et la hauteur de stockage ne devra pas dépasser 5 mètres soit un maximum de 70.000 tonnes.</p> <p>Il est interdit de procéder à :</p> <ul style="list-style-type: none">• un mélange des mâchefers bruts ou en cours de maturation issus de lots périodiques différents,• une dilution des mâchefers avec d'autres substances ou objets,• une stabilisation des mâchefers,• un mélange de matériaux élaborés issus d'installations de traitement thermiques de déchets différentes,• Un mélange de matériaux élaborés répondant à des critères de valorisation différent (valorisation en technique routière de type 1 ou 2). <p>Les stockages sont organisés afin de respecter les interdictions ci-dessus.</p> <p><u>Gestion des effluents :</u></p> <p>Effluents gazeux :</p> <p>La ventilation naturelle du bâtiment permet de ne pas avoir d'accumulation d'effluents gazeux dans le bâtiment.</p> <p>Pour limiter l'envol de poussières, l'exploitant met en place :</p> <ul style="list-style-type: none">• une brumisation au niveau de la trémie d'alimentation et sur l'ensemble du process,• une aspersion des mâchefers en fonction de leur taux d'humidité,• un nettoyage régulier du process et des voiries. <p>Une estimation des émissions diffuses de poussières et de métaux et une évaluation de leur impact sanitaire est intégré dans la réactualisation de l'évaluation des risques sanitaires demandée à l'article 8.2.6.</p> <p>Effluents aqueux :</p> <p>Les éventuels percolats issus du stockage des mâchefers sont récupérés et traités en tant que déchets et éliminés dans des filières adaptées.</p>

Constats :

Demandes issues du dernier rapport de visite d'inspection du 22/11/2023 :

Demande n°1 : Il est demandé à l'exploitant de veiller à respecter les critères spécifiques aux usages pour des chantiers de plateformes d'activités économiques (dont les ouvrages agricoles) qui doivent être revêtus. A défaut une étude de l'acceptabilité environnementale des matériaux doit être réalisée par chantier et soumise à l'avis de l'inspection.

Il lui est demandé d'identifier l'usage potentiel de ressources en eau privées sur les chantiers de plateformes de type agricole.

Afin de satisfaire à ces exigences, il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son modèle de fiche de visite pour les plateformes économiques, et de transmettre le modèle à l'inspection.

Demande n°2 : Les informations portées au registre des sorties de graves de mâchefer doivent être complétées des noms, adresses postale et numéro de SIRET du maître d'ouvrage des travaux.

L'inspection a pu consulter le registre en question et constater que l'exploitant avait complété les informations sur les noms, adresses postale et numéro de SIRET du maître d'ouvrage des travaux.

En outre, l'exploitant a transmis par courriel du 02/12/2024 :

- une fiche de visite de début de chantier rédigée le 21 novembre 2024,
- une fiche « de demande, de recommandations et de suivi de graves de mâchefer » datant du 15 novembre 2024.

Ces deux fiches ont inclus, comme critère de recyclage lié à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier, le fait que la route doit être « à moins de 30 mètres de tout cours d'eau, y compris les étangs et les lacs. Cette distance est portée à 60 mètres si l'altitude du lit du cours d'eau est inférieure de plus de 20 mètres à celle de la base de l'ouvrage et dans les zones désignées comme zone de protection des habitats, des espèces, de la faune et de la flore sauvages en application de l'article L.414-1 du code de l'environnement ; »

Les demandes sont donc levées.

Constats sur le terrain :

L'inspection a constaté que les tas de mâchefers, dans le bâtiment AB et sur la plateforme extérieure, étaient bien séparés et identifiés. L'inspection a néanmoins noté lors de la visite que le lot ECO 11 dépassait la limite des 5 mètres en hauteur d'entreposage. L'exploitant a fourni une photographie le 02/12/2024 afin de justifier que cet écart avait été corrigé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 8.2.6

Thème(s) : Risques accidentels, AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Prescription contrôlée :

Les mesures sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. L'exploitant dispose d'un dispositif de détection mobile multigaz adapté aux polluants susceptibles d'être émis par l'installation qui mesure à minima la concentration en O₂, H₂S et COV lui permettant à tout moment de s'assurer de l'efficacité du traitement des effluents gazeux.

Une valeur cible à ne pas dépasser est déterminée par l'exploitant. Une vérification du bon fonctionnement du système de traitement des effluents gazeux est réalisée à minima deux fois

par mois à l'aide de ce dispositif : une mesure en amont et en aval est effectuée.

Les résultats de ces mesures sont enregistrés ainsi que les conditions d'exploitation lors du prélèvement (UPMT, biopile, etc) et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Un contrôle des paramètres cités à l'article 5.8.3.2 est réalisé par un organisme agréé à minima deux fois par an pendant deux ans sur chaque conduit d'évacuation des terres (en particulier en amont et en aval du système de traitement des effluents gazeux afin de pouvoir vérifier la représentativité de l'autosurveillance fixée au paragraphe précédent), ainsi qu'en un point du site judicieusement placé dans l'installation afin de mesurer les éventuelles émissions diffuses.

Les conditions d'exploitations doivent être mentionnées dans le rapport.

En particulier, ces contrôles doivent être effectués durant l'une des opérations d'exploitation suivante :

- lors du fonctionnement de l'UPMT,
- lors de la constitution d'une biopile,

A l'issu de cette surveillance, une mise à jour de l'étude des risques sanitaires, intégrant les émissions diffuses est effectuée par l'exploitant et transmise à l'inspection des installations classées.

Constats :

Documents de l'exploitant :

L'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection les derniers rapports d'autosurveillance du filtre à charbon actif pour les années 2022 et 2023, et a transmis le rapport de mesure du premier semestre de l'année 2024 après la visite, par courriel du 02/12/2024. La fréquence de contrôle est donc conforme à la prescription de l'arrêté. L'organisme de contrôle réalise bien une mesure en amont et une en aval.

Pour rappel, les VLE (Valeurs Limites d'Emission) fixées par l'article 5.8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23/09/2013 sont :

- 20 mg/Nm³ pour les COVNM totaux ;
- 2 mg/Nm³ pour les COV à phrases de risque R45, R46, R49, R60 et R61 ;
- 5 mg/Nm³ pour les poussières.

Plusieurs points sont à noter dans ces rapports :

- Mesures du 28 juin 2023 : une mesure en méthanol est notée à 2249 g/m³ en aval, ce qui constitue un dépassement de la VLE fixée à l'article 5.8.3.2 susmentionné. Néanmoins la valeur en amont est de 468 g/m³. Ceci constitue une incohérence sur laquelle le rapport ne statue pas. En outre, le dépassement n'est pas indiqué dans le rapport.
- Dans plusieurs rapports, comme celui du 02 août 2022, les valeurs de méthanol en amont sont supérieures à celles en aval. Cette incohérence reste inexpliquée.
- En particulier, dans le rapport de mesure du premier semestre 2024, les valeurs en COV à phrases de risques R45, R46, R49, R60 et R61 ont des teneurs en amont et en aval très proches, qui ne baissent que de quelques microgrammes par m³.
- Les conditions d'exploitation le jour des mesures sont qualifiées de « normales d'exploitation ».

Les résultats de ces mesures doivent être analysés, et doivent permettre de statuer quant à l'efficacité du filtre à charbon actif. En outre, les valeurs allant au-delà des VLE prescrites doivent

être indiquées visiblement.

Éléments de l'exploitant :

L'exploitant a également fourni postérieurement à la visite les résultats des mesures a minima deux fois par mois à l'aide du dispositif de détection mobile multigaz. L'inspection note que ces mesures sont faites tous les jours.

Le responsable d'exploitation a déclaré que le matériel faisait l'objet d'une vérification biannuelle, et a déclaré que le filtre était changé toutes les deux à trois biopiles.

Documents de l'exploitant :

Le document de suivi fourni donne des valeurs en O₂, en H₂S et COV. Néanmoins, il n'est pas fait de distinction entre l'amont et l'aval du filtre à charbon actif, ce qui ne permet pas de statuer sur son efficacité.

Demandes issues du dernier rapport de visite d'inspection du 22/11/2023 :

Demande n° 3 : L'étude de risque sanitaire dont la mise à jour est attendue (article 8.6.2 de l'AP du 23 septembre 2013) doit tenir compte du résultat de cette campagne d'analyse des émissions diffuses ainsi que des émissions de COV a mention de danger émis par la biopile. Le cas échéant cette mise à jour devra justifier qu'une analyse quantitative grâce à une modélisation n'est pas nécessaire. Cette mise à jour est transmise à l'inspection dans un délai de 3 mois (à compter de la réception par l'exploitant du rapport de la campagne de mesure des émissions de l'installation de traitement des mâchefers).

La mise à jour de l'étude de risque sanitaire n'a pas encore été faite à ce jour. Néanmoins, l'exploitant a transmis l'analyse des émissions diffuses.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatifs n° 1 :

L'inspection demande à l'exploitant de fournir,

- dans un délai de 6 mois, l'étude du risque sanitaire mise à jour ;
- dans un délai de un mois, l'analyse de l'organisme externe quant à l'efficacité du filtre à charbon actif, et l'explication sur les incohérences détectées dans les rapports de mesure ;

Demande d'action corrective n° 1 :

L'inspection demande à l'exploitant, dans un délai de un mois, de mettre en place une procédure de mesure afin que la mesure réalisée quotidiennement autour du filtre à charbon actif soit faite en amont et en aval de l'appareil et permette de statuer sur son efficacité.

L'inspection demande à l'exploitant de renseigner avec détails les conditions d'exploitation au jour de la mesure (fonctionnement de l'UPMT, constitution d'une biopile).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : GESTION DES EAUX DOMESTIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 4.3.10
Thème(s) : Risques accidentels, GESTION DES EAUX DOMESTIQUES
Prescription contrôlée : Les eaux domestiques sont rejetées dans le réseau communal afin d'être traitées par des fosses septiques et évacuées conformément aux règlements en vigueur.
Constats : L'exploitant a déclaré que les eaux domestiques rejoignent une fosse septique et non le réseau communal. Cette prescription devra être revue.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 4.3.12
Thème(s) : Risques accidentels, VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES
Prescription contrôlée : En cas de pluies, le premier flot des eaux pluviales de toiture et des airs imperméabilisées est dirigé vers le bassin de confinement de 1.400 m3 également destiné à récupérer les eaux d'extinction incendie. Les eaux sont rejetées dans le milieu naturel qu'après contrôle du respect des valeurs limites en concentration définies aux article 4.3.9 et 4.3.7. Le bassin de confinement de 1.400 m3 est maintenu vide.
Constats : <u>Éléments de l'exploitant :</u> Cette notion de premier flot n'est pas définie pour l'exploitant. En cas de pluie, les eaux sont dirigées vers le bassin de confinement, avant d'être rejetées au milieu récepteur. <u>Constats sur le terrain :</u> Le bassin, lors de la visite, n'était pas vide, en raison de fortes pluies la veille. En outre, de la végétation se développait en fond de bassin. Celui-ci doit donc être curé, et la fréquence de ce nettoyage doit être formalisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande d'action corrective n°2 :</u> L'inspection demande à l'exploitant, sous un mois, de curer le bassin de confinement des eaux, et

de mettre en place une procédure interne formalisant une fréquence de curage du bassin adaptée. En outre, l'exploitant doit garantir que son bassin incendie peut à tout moment accueillir l'ensemble des eaux incendie du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 8.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

Prescription contrôlée :

Les mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

La fréquence de surveillance des effluents issus du rejet N°1 (Cf repérage du rejet sous l'article 4.3.5) est annuelle.

Cette fréquence pourra éventuellement être révisée après une période de surveillance de trois ans à compter de la mise en fonctionnement du site, sur demande motivée présentée par l'exploitant.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant transmet au préfet dans le mois qui suit la réception des résultats, un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses des eaux résiduelles.

Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues ainsi que leur efficacité.

Constats :

Documents de l'exploitant :

L'exploitant a transmis en amont de la visite les rapports de contrôle des eaux pluviales datant de 2023 et de 2024 :

	P r é l è v e m e n t 0 7 / 0 9 / 2 0 2 3	P r é l è v e m e n t 2 0 / 0 9 / 2 0 2 4	AP
pH	7,6	7,4	5,5
Température	20,2°C	19,2°C	<30°C
DBO5	<3 (LQ)	4 mg/l	100 mg/l

ST-DCO	35 mg/l	83 mg/l	300 mg/l
Indice hydrocarbure	<0,10 (LQ)	0,14 mg/L	10 mg/l
MES	6,4 mg/l	116 mg/l	100 mg/l
HAP	<LQ	<LQ	0,05 mg/l
Métaux totaux	1,223 mg/l	15,546 mg/L	15mg/l

L'inspection a noté deux dépassements, en MES et en métaux totaux. L'exploitant n'a pas fourni d'explication mais a déclaré avoir organisé une contre-analyse.

L'inspection rappelle à l'exploitant que les résultats des mesures doivent faire l'objet d'une interprétation et que des mesures doivent être prises en cas de dépassement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°3 :

L'inspection demande à l'exploitant, à la réception des résultats de la contre-analyse, d'effectuer l'interprétation des dépassements et de proposer des mesures correctives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : RESEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 4.1.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, RESEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Prescription contrôlée :

Le réseau d'eau potable est protégé contre un retour de pollution en provenance de l'usine par un disconnecteur à l'entrée du site.

Ces matériels sont contrôlés annuellement.

Constats :

L'exploitant a déclaré que l'installation était munie d'un disconnecteur. L'exploitant a transmis le rapport de contrôle dont l'expiration est mentionnée le 16/10/2027. Ce rapport conclut à une installation non-conforme, la vanne aval n'ayant pas été posée, un filtre étant absent et un compteur étant présent entre la vanne amont et le disconnecteur.

En outre, le risque sanitaire est élevé, puisque le matériel se trouve en zone susceptible d'être immergée, et de geler.

<p>La réparation de la vanne v1 amont et de la soupape étaient à prévoir à l'issue du rapport.</p> <p>L'exploitant a fourni, postérieurement à l'inspection, le devis signé pour la commande du matériel manquant, signé le 02/12/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : PLAN DES RÉSEAUX

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, PLAN DES RÉSEAUX</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des réseaux publics de collecte sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnection, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu), • la vanne de sectionnement des rejets d'eau située en aval de l'ouvrage de régulation des eaux pluviales (bassin A/A' de 1 400 m3).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection, lors de la visite, les plans recoupant les informations du plan des réseaux.</p> <p>Le premier plan présente les informations liées au réseau d'eau potable, sans mentionner néanmoins les dispositifs de protection de ce réseau. Le réseau d'assainissement est également renseigné. Il est décrit sur le second plan le réseau d'eaux pluviales, avec les dispositifs de vannes d'isolement, les ouvrages de traitement des eaux de pluie, et les différents bassins. Le point de rejet unique aboutit, après une vanne de confinement matérialisée sur le plan, au milieu extérieur. Afin d'assurer la prise d'information rapide dans un contexte de crise, l'inspection demande à l'exploitant de compiler les informations des différents plans au sein du même plan des réseaux, conformément à la prescription susmentionnée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande d'action corrective n°4:</u></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant, sous un mois, d'ajouter les informations relatives au dispositif de disconnexion sur les plans, et de compiler toutes les informations relatives aux réseaux dans un seul et même plan.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : GARDIENNAGE ET CONTROLE DES ACCES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 7.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, GARDIENNAGE ET CONTROLE DES ACCES
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est entièrement clôturé par un grillage d'une hauteur de 2 mètres. La clôture est équipée de panneaux signalisant l'interdiction d'accès au site. Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des horaires d'ouverture, le site est fermé à clef. Pendant les heures de fermeture du site, la surveillance du site est assurée par un système de télé surveillance. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats de terrain : L'inspection a constaté une brèche au niveau de la clôture en partie sud du site, le site n'est donc pas fermé en ce point. Éléments de l'exploitant : L'exploitant a déclaré que cet incident était dû à un camion en manœuvre, et a transmis le constat associé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande de justificatifs n°2 :</u> L'exploitant doit transmettre, sous trois mois, les preuves de réparation de la clôture en partie Sud du site, à côté de la Route des Gabions.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.</p>

<p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Documents de l'exploitant :</u></p> <p>L'exploitant a mis à disposition, le jour de la visite, le dernier rapport de vérification des installations électriques de l'installation classée, réalisée le 02/09/2024. Ce rapport relève 20 observations dont 4 nouvelles observations, les autres étant des points déjà mis en avant dans le rapport de 2023. L'exploitant a fourni, postérieurement à la visite, les deux rapports de vérification des années 2023 et 2024.</p> <p>En outre, la vérification est notée incomplète, en raison des conditions d'exploitation, de manière similaire à la vérification de 2023. L'inspection demande à l'exploitant que sa prochaine vérification des installations électriques soit réalisée à un moment propice à la vérification complète des installations. Des documents étaient également manquants le jour de l'inspection. L'exploitant a également transmis un devis signé le 29/11/2024 pour la réalisation des réparations à la suite du rapport de vérification des installations électriques.</p> <p><u>Éléments de l'exploitant:</u> L'exploitant a déclaré que l'électricien était présent au jour de la visite et avait réalisé au jour de la vérification les réparations qui pouvaient être réalisées rapidement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande d'action corrective n°5 :</u></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser une prochaine vérification des installations électriques complète, en s'assurant d'être dans les conditions qui le permettent.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 10 : RESSOURCES EN EAU

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 7.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, RESSOURCES EN EAU</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose a minima : - d'un réseau incendie maillé, sectionnable, protégé contre le gel, permettant de délivrer un débit de 300 m3/heure.</p> <p>Il dessert des canons oscillants de 2.500 l/min pouvant fonctionner par 2 maximum dans le bâtiment DE et des canons oscillant de 4.000 l/mn fonctionnant de façon unitaire dans le bâtiment C.</p>

Ce réseau est alimenté à partir d'un réservoir extérieur en acier galvanisé de 160 m3 minimum.

- une réserve d'eau incendie de 620 m3 (bassin B de 305 m3 et bassin C de 315 m3) minimum destinée aux besoins externes (alimentation des services de secours) doit être garantie par tout temps,
- un poteau incendie public d'un débit de 120 m3/h situé à moins de 200 m du bâtiment AB,
- extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement, à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles,
- plans à jour des installations facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.

L'emplacement des moyens de secours doit être signalé efficacement.

La vanne d'isolement de tout rejet au milieu naturel du site doit être clairement identifiée, et le sens d'ouverture des vannes devra être marqué de façon indélébile.

L'ensemble des bâtiments est conçu de façon à permettre la récupération des eaux d'extinction d'incendie.

L'établissement dispose en toute circonstance de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Constats :

Éléments de l'exploitant :

L'exploitant a déclaré qu'il y avait :

- 5 canons oscillants dans le bâtiment C, avec un débit de 4000 l/min ;
- 11 canons oscillants dans le bâtiment DE, avec un débit de 2500 l/min.

Le but étant d'avoir un canon en protection par demie alvéole. L'exploitant a également déclaré avoir installé un réseau de caméras infra-rouge dans le bâtiment DE, auquel le déclenchement des canons oscillants est asservi.

Concernant le poteau incendie, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de sa dernière vérification. Pour rappel, il est de la responsabilité d'un exploitant ICPE de garantir la vérification annuelle des poteaux incendie mentionnés dans ses moyens de défense interne.

L'exploitant a déclaré ne pas faire de contrôle d'étanchéité de la vanne lors de sa fermeture.

Documents de l'exploitant :

Concernant les extincteurs, l'exploitant a transmis, par courriel du 02/12/2024, le rapport de vérification du 26/06/2024. Les extincteurs renseignés « à remplacer » l'ont été pendant la visite de vérification selon ce même rapport, sauf pour les extincteurs PA_ABC/55, PA_ABS /59 et PA_ABC /60, PA_ABC /74 et CO2 /50, notés inutilisables, et « à remplacer après devis ». L'inspection demande à l'exploitant les justificatifs de remplacement.

Constats sur le terrain :

<p>Dans le bâtiment DE, l'inspection a constaté la présence des 5 canons oscillants en façade Nord-Est de l'installation. Leur implantation était cohérente avec le plan des moyens incendie présent dans les locaux administratifs. L'inspection a également constaté la mise en place des caméras triple IR dans le bâtiment DE.</p> <p>L'inspection a également noté la présence d'une bache incendie de 240 m³ en sortie Est du bâtiment DE, et du bassin incendie B, recueillant les eaux pluviales de la plateforme mâchefer. L'inspection a constaté par sondage que l'extincteur ABC /23 avait été noté vérifié en juin 2024, ce qui coïncide avec le rapport de vérification.</p> <p>L'inspection a constaté que la vanne manuelle de confinement était en position ouverte et était à activation manuelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande de justificatifs n° 3:</u> L'inspection demande à l'exploitant de fournir, sous un mois : - le rapport de vérification du poteau incendie destiné à la protection incendie de l'établissement ; - les justificatifs de remplacement des extincteurs défectueux ;</p> <p><u>Demande d'action corrective n° 6 :</u> L'inspection demande à l'exploitant, sous un mois, de réaliser un test d'étanchéité de la vanne de confinement du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : BASSIN DE CONFINEMENT ET BASSIN D'ORAGE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 7.6.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, BASSIN DE CONFINEMENT ET BASSIN D'ORAGE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1.400 m³ avant rejet vers le milieu naturel.</p> <p>Toutes les vannes du bassin sont dotées d'une signalisation univoque indiquant leur position d'état.</p> <p>La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, et les eaux de lavage sont collectées dans un bassin de confinement, équipé d'un déversoir d'orage placé en tête.</p> <p>Ce bassin peut être confondu avec le bassin précité (1er alinéa du présent article).</p> <p>Les bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site.</p>

Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Constats :

Analyse de l'inspection :

Il est à noter, sur ce site, que le bassin B' est le bassin de collecte des eaux pluviales issues de la plateforme de stockage extérieure de mâchefers, dont le contenu constitue, au sens de l'article 7.6.3, une des réserves incendie du site. Néanmoins, l'inspection constate via le plan, et également sur le terrain, que les eaux de ce bassin, lors de l'atteinte du trop-plein, sont susceptibles de se déverser vers le bassin de confinement de 1400 m³, avant rejet au milieu récepteur.

Les analyses de la qualité de l'eau au niveau du point de rejet n'étant faites qu'une fois par an, il semble nécessaire que les conditions de débord du bassin B' vers le bassin de confinement de 1400 m³ soient étudiées, en accord avec l'article 4.3.12.

En ce sens, l'exploitant a transmis, à la demande de l'inspection, les résultats des mesures de qualité de l'eau de ce bassin de stockage des eaux pluviales issues des zones extérieures de stockage de mâchefer. Ces résultats présentent des mesures sur les paramètres suivants : COT, Sulfates, MES, Ammonium, azote ammoniacal, plomb total. Il est donc demandé à l'exploitant d'étoffer ces mesures sur la base des paramètres présentés aux articles 4.3.7 et 4.3.9.

L'exploitant a déclaré dans ses porter-à-connaissance que l'eau présente dans le bassin B' était ensuite réutilisée au sein du process, néanmoins il a également confirmé la possibilité d'un débord vers le bassin de confinement avant rejet au milieu récepteur.

En ce sens, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une procédure de suivi de niveau du bassin afin d'anticiper les potentiels débords vers le bassin de confinement. Un système d'obturation du rejet doit également être étudié afin d'éviter l'évacuation potentielle des eaux polluées vers le milieu récepteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 7 :

L'inspection demande à l'exploitant,

- de réaliser une mesure de la qualité des eaux du bassin sur l'ensemble des paramètres présentés dans l'arrêté préfectoral aux articles 4.3.7 et 4.3.9 ;
- de réaliser une procédure de suivi de niveau du bassin B' afin d'anticiper les potentiels débords ;
- d'étudier la possibilité de mettre en place un dispositif d'obturation du trop plein entre le bassin B' et le bassin de confinement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE (Articles R181-1 à D181-57)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article Article R. 181-46-II

Thème(s) : Risques accidentels, AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE (Articles R181-1 à D181-57)

Prescription contrôlée :

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'administration :

- un porter-à-connaissance relatif à l'installation de traitement des terres polluées ;
- un porter-à-connaissance relatif à l'augmentation des capacités de traitement de l'installation pour le stockage de mâchefers, en avril 2021 ;
- un porter-à-connaissance relatif à la modification des conditions d'exploitation pour l'activité plateforme terres, le 01/02/2022 ;
- le dossier de réexamen au titre de la Directive IED et du BREF WT, au titre de la rubrique 3510, en août 2019.

Ces documents transmis ont fait l'objet d'une instruction :

- Pour le porter-à-connaissance de 2015, dans les rapports d'inspection des visites du 05/09/2017, du 24/11/2022 ;
- Pour le porter-à-connaissance de 2021, dans les rapports d'inspection des visites du 09/09/2020, du 24/11/2022 et du 22/11/2023 ;
- Pour le porter à connaissance de 2022, dans le rapport d'inspection de visite du 24/11/2022 et du 22/11/2023 ;
- Pour le réexamen au titre de la directive IED, dans les rapports d'inspection du 09/09/2020, 24/11/2022 et du 22/11/2023.

Compte-tenu :

- de la décision dans le rapport d'inspection du 24/11/2022 de l'inspection de mettre à jour l'arrêté préfectoral, afin de renseigner les modifications demandées par le porter-à-connaissance de 2015 ;
- de l'analyse de l'inspection sur la demande d'augmentation de la capacité de traitement (430t/j à 480t/j) et de stockage de mâchefers et matériaux élaborés (70 000 à 90 000 t avec création d'une plateforme externe de 5325 m²) faite le 24/11/2022, et la levée de la mise en demeure concernant la séparation physique des lots périodiques ;
- des réponses apportées par l'exploitant sur les compléments demandés par l'inspection, concernant la capacité de stockage des mâchefers de l'installation, les plans à jour de l'installation et des constats établis lors de la visite du présent rapport ;
- des conclusions sur le porter-à-connaissance relatif à la modification des conditions d'exploitation pour l'activité plateforme terres décrites dans le rapport d'inspection du 24/11/2022, et la proposition d'arrêté préfectoral complémentaire faite alors, à laquelle l'exploitant a fait répondu par courrier du 10 mars 2023 ;
- des compléments relatifs au dossier de réexamen au titre de la Directive IED et du BREF

WT, au titre de la rubrique 3510 apportés par l'exploitant sur les demandes établies dans les rapports d'inspection du 09/09/2020, du 24/11/2022 et du 22/11/202, l'inspection propose en annexe de ce rapport un projet d'arrêté préfectoral cadre mis à jour et visant à réglementer l'ensemble des activités du site.

Type de suites proposées : Sans suite